



Paris, le 5 Janvier 2016

Section de Paris Louvre

La réponse de la DSCC Paris au courrier commun des 4 organisations est inacceptable !

Une fois de plus La Poste veut diviser le personnel en renvoyant les revendications portées par la CGT, SUD, FO et CFDT à une commission de suivi qui concerne les seuls signataires de l'accord social sur la fermeture du Louvre. A la CGT nous voulons l'unité du personnel et c'est dans cet objectif qu'un courrier commun a interpellé la direction le 11 décembre dernier. La CGT, SUD FO et CFDT demandaient « *l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail de tous les agents par l'accélération des travaux, le comblement des postes vacants et l'octroi de 5 repos compensateurs pour les préjudices et efforts d'adaptation* » .

La réponse de la direction est totalement déconnectée du vécu des agents :

« *En effet, si des dysfonctionnements ont pu être identifiés, chacun a à cœur de faire évoluer la situation pour retrouver des modalités de fonctionnement convenables pour l'ensemble des Postiers amenés à travailler sur les sites concernés* »... « *Vous demandez, par ailleurs la mise en œuvre de mesures d'accompagnement, comme des repos compensateurs. L'accord signé dans le cadre du transfert d'activité prévoyait des mesures d'accompagnement... Une commission de suivi sera organisée début Janvier 2016. Elle permettra d'évoquer les ajustements résiduels qui seraient encore à traiter* » !!!

Nous ne demandons pas à la direction l'application d'un accord déjà signé :

- Nous exigeons des compensations supplémentaires pour tous les agents du Louvre transférés dans des conditions indignes.
- Nous exigeons l'accélération de tous les travaux permettant de travailler dans de bonnes conditions et assurant la sécurité physique et mentale des agents.
- Nous exigeons à minima, le comblement immédiat de tous les emplois par le recrutement à temps plein de tous les cdd, intérimaires et apprentis travaillant sur les sites.

Quant au chantage autour d'un déménagement des activités postales du site de Sentier sur un autre site, ces allégations ne glorifient pas leurs auteurs.

Ce ne sont pas les organisations syndicales qui ont décidé de la vente du Louvre, ou des déménagements de sites et des réorganisations. Seule La Poste et ses dirigeants portent la responsabilité de la stratégie. Alors que des centaines de milliers d'euros ont été dépensés sur les sites de Sentier et Saintonge, la direction laisse enfler la rumeur d'une possible délocalisation de l'activité et des agents sur un site de banlieue ?! Mais de qui se moque-t-on ?

Soit La Poste a menti sciemment car ce projet était déjà dans les tuyaux et la direction de Paris a donc dépensé une fortune en travaux inutiles à Sentier et Saintonge et devrait être sanctionnée, soit c'est un procédé qu'on s'abstiendra de qualifier car il vise à travers un chantage qui ne dit pas son nom à empêcher le personnel de se mobiliser pour exiger son dû !

Et ce n'est pas le contenu du courrier des vœux de la directrice de la DSCC Paris, d'une violence sans précédent à l'encontre des agents et du service public, qui serait à même de contredire nos propos. Mais, quand un 1^{er} ministre qualifie de voyous des travailleurs d'Air France qui s'insurgent contre des patrons qui licencient et condamnent des familles entières à la rue, les directions se sentent pousser des ailes.

La CGT a recontacté les organisations syndicales SUD, FO et CFDT quant aux suites à donner à la mobilisation du personnel et à la réponse de la direction. Une demande d'audience à la DSCC Paris qui doit répondre favorablement aux revendications de tous les agents du site du Louvre surviendra dès les premiers jours de janvier.